



## SERVICES TECHNIQUES

☎. 04.74.83.24.42

Fax 04.74.83.32.84

ARRETE	OBJET	DATE
25 - 029 - ST	Arrêté de police et de voirie portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement  Rue Paul Sage Du 16 avril au 20 juin 2025 Réfection des trottoirs et chaussée	14.04.25

Le maire de LA TOUR DU PIN (Isère),

**VU** le code de la route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-18, R 411-25 à R 411-28 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6 ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

**VU** la demande formulée par les entreprises Eiffage route et Gonin TP, pour réaliser des travaux de réfection des trottoirs et chaussée, rue Paul Sage, à La Tour du Pin.

**CONSIDERANT** que pour permettre le bon déroulement des travaux, il conviendra de mettre en place une route barrée du 16 avril au 20 juin 2025, rue Paul Sage, à La Tour du Pin.

## ARRÊTE :

### Article 1

Les entreprises Eiffage route et Gonin TP route Centre Est, sont autorisées à effectuer des travaux rue Paul Sage, à La Tour du Pin, du 16 avril au 20 juin 2025 de 07h00 à 17h00.

### Article 2

Les entreprises Eiffage route et Gonin TP sont autorisées à mettre en place une route barrée, rue Paul Sage, depuis la rue Vaucanson jusqu'à la rue des récollets à La Tour du Pin, le temps des travaux.

Des déviations pourront être mises en place, rue Thiers, rue du Nord et rue Joseph Mancier.

Le stationnement sera interdit et considéré comme gênant dans toute la rue Paul sage, le temps des travaux.

### Article 3

La signalisation (panneaux de prescription et d'interdiction) correspondants seront mis en place et déposés par les entreprises Eiffage route et Gonin TP dès le début des travaux et une semaine avant le début des travaux pour le stationnement.

### Article 4

Les entreprises Eiffage route et Gonin TP devront veiller à installer et à entretenir la signalisation réglementaire de police et de chantier.

Elle devront mettre en place un passage sécurisé pour les piétons et laisser en permanence le passage aux véhicules de secours.

### **Article 5**

Les entreprises Eiffage route et Gonin TP devra, en cas de découpe d'enrobé, tranchée ou tous travaux impliquant une dégradation temporaire des revêtements de chaussées, trottoirs, bordures etc.. remettre en état avec des matériaux de qualités et couleurs équivalent à l'existant avant la fin des travaux.

Dans le cas contraire, la commune se réserve le droit de ne plus accorder d'arrêté à l'entreprise concernée, de faire effectuer les travaux de remise en état et de les facturer directement à l'entreprise ayant fait la demande d'arrêté.

### **Article 6**

La directrice générale des services, le directeur des services techniques et le chef de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié dans les conditions réglementaires habituelles et transmis au :

- Chef de service de la police municipale
- Gendarmerie Nationale
- Centre SDIS
- Eiffage route Centre Est
- Gonin TP

- Fait et arrêté en l'Hôtel de Ville de La Tour du Pin, le 14.04.25

Le 2<sup>ème</sup> adjoint,

Alain Gentils



Acte rendu exécutoire par :

- affichage le :

Conformément aux dispositions du Code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, le tribunal administratif de GRENOBLE peut être saisi par voie de recours formé contre les présentes délibérations pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de la publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir à compter de l'une ou l'autre des échéances suivantes :

- date de notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.